

Angola: Présidence Lourenço An I et après ?

Par Mehdi BENOMAR

Résumé

Suite à l'élection en août 2017 de João Lourenço en tant que président à la place de José Eduardo Dos Santos, qui a dirigé l'Angola pendant trente-huit ans, le pays connaît une dynamique de rupture ainsi qu'un mouvement massif de mises à l'écart des proches du clan de l'ancien président. La période écoulée reflète une transition et non une véritable alternance, tant il est vrai que les structures étatiques et la société civile restent, dans l'ensemble, dominées par l'influence du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA).

Arrivé au pouvoir en connaissance de causes, ministre de la défense (2014-2017) et ancien vice-président du MPLA, J. Lourenço ne peut qu'effectivement faire le constat d'un pays affaibli par une crise économique liée à la chute des prix du pétrole depuis 2014 et dont les institutions sont minées par le clientélisme et l'économie de rente.

Après un an au pouvoir, il est prématuré de dresser un bilan hâtif de l'action du nouvel exécutif mais, il semble opportun, à ce stade, d'examiner la portée des premières actions et envisager divers scénarios dans lesquels pourrait s'inscrire le deuxième producteur de pétrole du continent africain.

Introduction

Suite à l'élection en août 2017 de João Lourenço en tant que président à la place de José Eduardo Dos Santos, qui a dirigé l'Angola pendant trente-huit ans, le pays connaît une dynamique de rupture marquée par une ouverture diplomatique et économique relative ainsi qu'un mouvement massif de mises à l'écart des proches du clan de l'ancien président. Arrivé au pouvoir en connaissance de causes, ministre de la défense (2014-2017) et ancien vice-président du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA), Lourenço ne peut qu'effectivement faire le constat d'un pays affaibli par l'économie de rente, d'institutions corrompues minées par le clientélisme et, non moins préoccupant, une crise protéiforme en République Démocratique du Congo voisine, menaçant la sécurité régionale.

La période écoulée depuis l'élection reflète une transition et non une véritable alternance, tant il est vrai que les structures étatiques, la société civile et le secteur privé restent, dans l'ensemble, dominés par l'influence du parti-Etat MPLA. Cette matrice historique¹, encore fortement liée politiquement à Moscou et Pékin, qui vertèbre l'environnement politique, social et économique du pays, est toujours dirigée par l'ancien président Dos Santos avant que le président Lourenço n'en prenne vraisemblablement la tête en septembre prochain.

Régulièrement étiquetée comme une puissance régionale de second ordre, après l'Afrique du Sud et le Nigeria, Luanda a estimé nécessaire d'accompagner cette transition par l'élargissement de son soft power via de plus importants réseaux d'influence et, de marquer

1. Mathias de Alencastro, L'Angola sous Lourenço. Vers une hégémonie négociée, Notes de l'Ifri, février 2018.

une rupture du système Dos Santos. Des actions politiques et économiques notables ont, en effet, été menées ces derniers mois comme en témoignent les sorties diplomatiques et médiatiques du Président à Davos ou au Parlement européen, le rapprochement stratégique avec différents pays africains et européens (Afrique du Sud, Maroc, Rwanda, France, Belgique), les demandes d'adhésion² à l'Organisation Internationale de la Francophonie et au Commonwealth. Et même la compagnie SONANGOL, malgré les difficultés internes rencontrées, s'est engagée en faveur de cette diplomatie économique en réactivant ses opérations sur des champs pétroliers, en Irak, acquis en 2010.

Sur le plan africain, l'Angola a également obtenu, cette année, un siège au Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine et, à la fois le Président Lourenço et les représentants de la diplomatie angolaise, ont réitéré leur volonté de revenir sur le devant de la scène africaine.

Au niveau régional, la crise politique inhérente à l'organisation des élections en République Démocratique du Congo (RDC) stigmatise toutes les attentions. Entre l'Angola et la RDC, la relation bilatérale complexe est de plus alimentée par un magma de différends portant sur la gestion des flux de réfugiés et surtout sur l'exploitation des hydrocarbures. Un litige historique a été porté devant l'ONU par la RDC en 2011 sur les zones pétrolières maritimes et si la question du plateau continental et des limites maritimes entre les deux parties a été tranchée, aucun cadre pour l'exploitation commune n'a encore été trouvé.

Ce conflit sur la ressource a été durablement contenu depuis 20 ans par un équilibre régional où les revendications de Kinshasa ont été minimisées en échange de l'appui militaire de l'Angola aux présidents Kabila père et fils, aussi, la perspective d'un changement de président en RDC électrise plusieurs parties prenantes de part et d'autres de la frontière.

Après un an au pouvoir, il est prématuré de dresser un quelconque bilan de l'action du nouvel exécutif mais, il semble opportun d'envisager, à ce stade, divers scénarios géopolitiques dans lesquels pourrait s'inscrire le deuxième producteur de pétrole du continent africain.

2. L'Angola est déjà membre de la Communauté des pays de langue portugaise, CPLP.

Un plan de réformes urgentes accompagné d'un renforcement du secteur pétrolier

Arrivant d'une décennie de croissance rapide (2006-2014), l'Angola est tombé en récession, en 2016, suite à la chute des prix du pétrole observé depuis 2014. Ceci a conduit au gel des investissements publics tributaires des recettes pétrolières entraînant, de fait, une croissance plus lente que prévue du PIB. Les exportations de pétrole comptent pour les deux tiers des recettes fiscales et pour 95% des recettes du pays en devises. La part des recettes, passant à 98% en intégrant toutes les industries extractives³ avec principalement l'exploitation du diamant, dénote l'échec des politiques de diversification de l'économie entreprises jusqu'ici.

Dès septembre 2017, le nouveau gouvernement angolais a naturellement entrepris une stratégie économique intégrant à la fois des mesures pour aider à la diversification, l'assainissement de l'environnement des affaires et à la reprise en main du secteur pétrole et gaz. De même, il a procédé à la renégociation de son cadre de coopération avec le Fond Monétaire International (FMI) et à la redynamisation des partenariats économiques notamment avec l'Afrique du Sud et la France.

Le « Plano Intercalar » a constitué le premier ensemble de mesures en attente du Plan National de Développement 2018-2022. Ce plan approuvé, dès novembre 2017, vise l'amélioration de la productivité et l'attraction des IDE et avec pour mesures principales : la dévaluation du Kwanza, l'uniformisation de la grille d'imposition, la limitation de la dette publique, la tenue d'une cible d'inflation, la réduction des taux de réserves obligatoires des banques ...

Ce plan a permis une première stabilisation des indicateurs financiers⁴ ainsi qu'un satisfecit du FMI autorisant un refinancement de la dette sans avoir recours à un emprunt

3. L'Angola n'est pas membre de l'Initiative de transparence des industries extractives (EITI).

4. La Banque centrale a baissé le taux d'intérêt de référence de 18% à 16,5% (juillet 2018). Selon les statistiques officielles, l'inflation a enregistré un ralentissement depuis plus de huit mois, atteignant 20% en juin 2018, alors qu'elle se situait à un niveau record 42% en décembre 2016. Cette tendance dépasse les prévisions des autorités qui prévoyaient une inflation à 23% pour 2018. (Agences)

supplémentaire. A cela, a été adopté un budget 2018 de l'Etat, estimé à environ \$46 milliards prévoyant, une croissance annuelle de l'ordre de 4,9%, une prévision bien supérieure à celle du FMI (1,6%).

Le pays a certes pu sortir de récession, en 2018, en partie grâce à ces premiers efforts et à l'amélioration récente des prix du pétrole, mais les équilibres restent fragiles. Dans un contexte de guerre commerciale globale, la situation de l'Angola, comme d'autres pays émergents, pourrait devenir critique pour une dette libellée en dollar, pour l'essentiel.

S'agissant du pétrole et gaz, l'exécutif Lourenço a entrepris plusieurs actions pour renforcer le secteur et rassurer les investisseurs. En plus de la chute des prix, l'Angola, membre de l'OPEP depuis 2007, a enregistré une baisse de 75% de ses exportations pétrolières vers les Etats-Unis sur la dernière décennie [534 000 bpj en 2006 à 135 000 bpj en 2017]. Si bien qu'en 2016, l'Amérique du Nord ne représentait plus que 3,6% des exportations de pétrole brut du pays, contre 69,7% pour l'Asie et 19,5% pour l'Europe.

Le renouvellement du secteur a, donc, été acté par l'allègement de la fiscalité, le lancement d'appels d'offres pour une capacité de raffinage⁵ et, par la mise en œuvre d'une législation spécifique pour le gaz naturel.

En outre, le nouveau président a écarté de la compagnie pétrolière Sonangol les principaux soutiens de son prédécesseur, dont la majorité des membres du Conseil d'administration et bien évidemment, Isabelle Dos Santos contre laquelle la compagnie pétrolière a ouvert une enquête interne pour de possibles détournements de fonds. Enfin, des canaux de contacts ont été ouverts rapidement entre la présidence et les principaux partenaires de Sonangol (BP, CHEVRON, ENI, EXXON, TOTAL), ces derniers ayant aussi accueilli positivement la nomination de Carlos Saturnino, un proche de Lourenço, précédemment responsable des négociations de contrats avec les majors et directeur de la filiale production de Sonangol.

La chute des prix du baril a impacté négativement le flux d'investissement et ce redressement continue d'être une préoccupation pour les décideurs angolais. La structure des

exportations pétrolières atteste d'une forte dépendance aux clients asiatiques, de la Chine particulièrement qui via les contrats pétrole contre infrastructure, compte, à elle seule, pour plus de 50% des exportations totales de l'Angola. Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, en janvier 1983, les autorités chinoises ont accordé plus de \$60 milliards de prêts à l'Angola.

Partenaire structurel de la construction du pays après la guerre, la Chine garde la position de premier fournisseur de l'Angola avec une importante part de marché, comparable à celle du Portugal (17% du total des importations chacun).

Concernant les autres partenaires, c'est avec l'Afrique du Sud que des signaux clairs de rapprochement ont été émis, suite à une première visite d'Etat de Lourenço à Pretoria en novembre 2017. Les deux pays, liés par un partenariat stratégique, depuis 2009 coïncidant d'ailleurs avec l'élection de l'ancien président Jacob Zuma, ont aujourd'hui une coopération diversifiée, tant sur le plan commercial et qu'en matière d'investissements, dans les services financiers et pétroliers, les mines, les télécommunications... Lors de cette dernière rencontre, une mise en place d'une commission binationale au niveau des présidences et un renforcement de la coopération douanière ont été convenus. Un autre signe de rapprochement durable de cette relation⁶ longtemps restée erratique, est la visite du nouveau Président Cyril Ramaphosa, à Luanda, dès sa nomination début 2018.

En Europe, la visite du Président Lourenço en France, en mai dernier, laisse entendre un rapprochement significatif. Paris et Luanda ont signé un accord en matière de défense, un contrat de partenariat de 1 milliard € dans le secteur pétrolier pour TOTAL et Sonangol pour le financement d'un projet d'exploitation en eau profonde ainsi qu'un accord de prêt de \$100 millions de l'Agence Française de Développement destiné au secteur agricole.

5. La Sonangol a annoncé avoir reçu plus de 60 offres pour la construction de raffineries traitant 200 000 bpj à Lobito et livrable en 2022. L'Angola importe 80% de ses produits pétroliers raffinés.

6. L'Angola de A à Z, Daniel Ribant, Editions l'Harmattan

Le plan de combat du Président

Si depuis l'arrivée de Lourenço, en septembre 2017, l'ouverture effective de l'Angola est plutôt favorablement accueillie, les actions de l'exécutif restent néanmoins scrutées en matière de droits de l'Homme et de lutte contre la corruption⁷; les années Dos Santos ayant laissé un passif lourd en ce sens.

En 2011, d'importantes manifestations exprimant l'exaspération politique et sociale face à l'inflexibilité de l'ancien président avait commencé à couper ce dernier de sa base et d'altérer l'image iconique du premier président d'un pays indépendant et en paix.

Malgré la rente accumulée pendant les années fastes, près des deux tiers des 29 millions vivent en dessous du seuil de \$2 par jour, les taux de mortalité maternelle et infantile⁸ restent particulièrement élevés. Depuis 2015, le pouvoir d'achat des Angolais a été divisé par deux.

La prédation d'une caste protégée par les monopoles, l'entrisme du MPLA et la corruption généralisée ont automatiquement poussé le nouveau président, dès ses premières décisions⁹, à s'en tenir à sa principale promesse de campagne à savoir la lutte contre la corruption.

Ainsi, une loi visant à encadrer le rapatriement des fonds détenus illégalement à l'étranger par des Angolais est en vigueur depuis mars dernier. Cette loi qui prévoit des poursuites judiciaires, vise le rapatriement de près de \$30 milliards selon la Banque centrale et elle est accompagnée de mesures visant à stimuler l'investissement.

Plus directement, le président a accéléré¹⁰ la prise de contrôle des principales institutions du pays en éloignant les caciques du système Dos Santos de la SONANGOL, de la plupart des différents services de sécurité, de la banque

centrale, des médias et aussi de l'industrie du diamant. Avec l'appui des Justices britannique et suisse, José Filomeno le fils de l'ex-président, démis de la direction du fond souverain (FSDEA), est à présent sous investigation internationale pour fraudes et détournements de fonds. Constitué en 2011, le FSDEA est doté d'un portefeuille estimé à \$5 milliards et il est désormais sous la tutelle¹¹ du ministère des finances.

Si le rythme des limogeages a été surprenant, la réhabilitation politique du général Fernando Garcia Miala par décret présidentiel a été perçue comme un véritable coup de force de Lourenço à l'adresse de son prédécesseur. Nouveau chef des services de renseignements, Garcia Miala avait été accusé d'avoir comploté pour assassiner l'ancien président lors d'une cérémonie militaire en 2006. Miala, à l'époque chef des services de renseignements extérieurs, avait été condamné à quatre ans de prison, en 2008, pour insubordination envers le chef de l'État, condamnation que beaucoup en Angola jugeaient déjà comme une cabale.

Cette reprise en main, menée au rythme d'un plan de bataille, visiblement préparée en amont de l'élection présidentielle, laisse circonspect sur l'équilibre politique en cours. L'opposition et la société civile attendent fermement - non pas un règlement de comptes entre les clans Dos Santos et Lourenço - mais une authentique reddition de comptes à travers des actions en Justice et des jugements visant à renforcer l'État de droit.

L'opération FIZZ en est un cas prégnant, impliquant l'ancien vice-président angolais Manuel Vicente pour faits de corruption de magistrats portugais, autour des placements¹² massifs de l'Angola au Portugal et sur lesquels pèsent des soupçons d'évasion de capitaux. Le procès Vicente a été objet d'un imbroglio politico-judiciaire entre Luanda et Lisbonne, l'Angola ayant systématiquement refusé l'extradition. Finalement, depuis avril dernier, le parquet de Lisbonne a accepté le transfert du procès pour un jugement à Luanda. Le cas Vicente, influente personnalité dans le milieu pétrolier, révèle les conflits d'intérêts intérieurs et transnationaux encore latents dans cette phase de transition.

7. Le pays est régulièrement dans les profondeurs des classements internationaux, 168ième sur 178 selon Amnesty en 2017.

8. Selon une étude conjointe menée en 2014 par l'Unicef, l'OMS, la Banque mondiale et les Nations unies, l'Angola affichait l'un des taux les plus élevés au monde de mortalité infantile pour les enfants de moins de cinq ans, UNICEF.

9. Is Angola's new president serious about reform? Africa's second-largest oil producer is even more corrupt than Nigeria. President João Lourenço will struggle to clean it up, The Economist May 2018.

10. Le surnom donné au Président de 'Justicier implacable' est devenu viral sur les réseaux sociaux, avec en moyenne près de 3 nouvelles nominations par jours. Source: Les cents premiers jours du président Angolais, Janvier 2018, Diario de Noticias.

11. Angola Sets Up Body to Oversee \$5 Billion Fund After Probe, Bloomberg.

12. L'Angola a investi au Portugal entre € 10 et 15 milliards entre 2002 et 2013, Le pouvoir Angolais au Portugal, Celso Filipe, 2013.

Pour les libertés individuelles, si les mouvements sociaux semblent plus tolérés que par le passé, c'est l'acquittement du journaliste Rafael Marquês, qui a marqué un signal net envers la liberté de la presse. Habitué des tribunaux sous Dos Santos, R. Marquês avait été maintes fois jugé pour ses publications dénonçant la corruption et les violations des droits élémentaires. Toutefois, le mois dernier, le parquet de Luanda l'a acquitté d'une accusation publique, suite à une investigation du journaliste sur une affaire de spéculation et de corruption immobilière mettant en cause un ancien procureur général.

Conclusions

Pour l'essentiel, le changement en Angola n'a pas affecté la stabilité du pays, l'enjeu du développement socio-économique passe par la mise en oeuvre de réformes et d'une meilleure gouvernance. Les messages politiques et les transformations initiées encouragent de nombreux partenaires au rapprochement. Les changements importants au niveau de la sécurité (armée, renseignements, police, gouvernement de l'enclave de Cabinda) marquent une vigilance accrue de l'exécutif visant à maintenir la stabilité interne et à appréhender les menaces extérieures.

Sur une période où le jeu politique demeure trouble, l'exécutif se doit aussi de gérer la transition sans glisser vers une forme d'arbitraire ou de travers du précédent système. La tolérance des mouvements de grève autrefois durement réprimés, les augmentations de salaire de la fonction publique suite à plusieurs arrêts et, évidemment, le verdict symbolique lors du procès Marquês constituent autant de marqueurs positifs mais encore éparses d'une détente concernant les libertés fondamentales.

Le redressement économique, via notamment une diversification dans les secteurs de la pêche et de l'agriculture, malgré l'amélioration relative et récente des prix du pétrole, continuera d'être au centre des préoccupations de l'exécutif. La mise en place de nouvelles réformes reste toutefois lente, prisonnière de mécanismes et de structures étatiques défailtantes ne permettant qu'une marge de manœuvre réduite.

Concernant les industries extractives, les exportations de pétrole (50% pour la Chine) et de diamants (50% pour les Emirats Arabes Unis, 25% pour la Belgique) restent particulièrement concentrées sur une minorité de clients.

Lors de cette première phase de la présidence Lourenço, la priorité a été donnée au pétrole pour faire revenir les investisseurs. S'agissant de la Sonangol, un plan de réforme est en cours pour redonner de "l'agilité à la compagnie"¹³ et la replacer dans son cœur de métier en liquidant dans l'immédiat d'autres actifs dans l'immobilier, les services et les télécommunications.

La transition entrevue à Luanda nourrit, également, les attentes en matière de politique intérieure. Une crise pour le contrôle du MPLA, alimentée pendant des mois par des tensions entre les deux clans présidentiels, semble avoir tourné à l'avantage du Président Lourenço, qui devrait en reprendre la tête en septembre prochain. Toutefois le MPLA reste le lieu de luttes internes intenses, et tout comme d'autres partis¹⁴ historiques de la région, l'ANC en Afrique du Sud ou la Zanu-PF au Zimbabwe; le renouvellement de la classe politique n'est manifestement pas à l'ordre du jour.

Aussi, pour accompagner son effort de rupture et impacter à la fois, la classe politique, l'opinion publique et les militants, le président Lourenço pourrait créer une surprise, en ne briguant pas personnellement la présidence du MPLA, ce qui serait un précédent en Angola où le parti a toujours été dirigé par le chef de l'État.

Diminuer l'hégémonie du MPLA permettrait, aussi, à Lourenço de réintégrer dans l'arène politique les principaux partis de l'opposition (UNITA, CASA-SE), particulièrement affaiblis sous l'ère Dos Santos pour fédérer autour des réformes initiées depuis septembre dernier. Certes, ce scénario comporte un risque de blocage politique car beaucoup de fidèles de Dos Santos sont membres du MPLA (anciens ministres, députés) mais, dans le cas d'une issue favorable, il donnerait au président Lourenço une légitimité nouvelle en le plaçant au-dessus de la logique de partis.

Au niveau diplomatique, l'ouverture se veut habile et tournée vers des partenariats stratégiques. Les liens forts existants avec le Brésil, la Chine, le Portugal et la Russie ne semblent pas avoir été altérés depuis le départ de Dos Santos. En matière de défense, les Etats-Unis restent un important partenaire et l'Angola son troisième partenaire économique en Afrique subsaharienne. A cela, pour des

13. Déclaration aux médias du PDG Carlos Saturnino (RFI, AFP)

14. Après l'Angola, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, l'Ethiopie. A. Bassou, OCP Policy Center

raisons aussi diverses, de stabilité régionale, d'intégration économique, d'ouverture vers l'Afrique et l'Europe, des partenariats ont été approfondis avec l'Afrique du Sud, la France ou initiés avec le Maroc¹⁵ et le Rwanda.

Enfin sur le plan régional, Luanda est logiquement impliqué dans les initiatives en cours et le jeu de construction des alliances, visant à trouver une issue à la situation complexe en RDC, où l'effondrement de la mosaïque congolaise de 200 ethnies aurait des conséquences dramatiques pour toute la région. Dès son élection, le président Lourenço a fermement rappelé au président Kabila la nécessité de tenir les élections, le dernier mandat du « Raïs » de Kinshasa prévu par la Constitution est achevé depuis fin 2016.

Cette position officielle de l'Angola, soutenue au niveau des instances régionales (Communauté de développement d'Afrique australe, Tripartite RDC-Congo-Angola, Conférence Internationale sur la région des Grands lacs), a été parfois atténuée par des déclarations contradictoires du président angolais, affirmant que l'Angola n'hésiterai pas à intervenir militairement en RDC, comme son pays l'a déjà fait plusieurs fois par le passé mais, concédant par ailleurs "qu'il faut accorder le bénéfice du doute au président Kabila"¹⁶.

A ces incertitudes, une grille de lecture y verrait que l'avantage ayant prévalu sur le plan militaire en faveur de l'armée angolaise est moins évident qu'au début des années 2000: la crise a réduit les budgets de la défense en Angola et, côté RDC, l'armée régulière est plus structurée qu'elle ne l'était avant l'arrivée de Joseph Kabila au pouvoir en 2001. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont aussi une expérience de terrain bien plus conséquente pour avoir à combattre ces dernières années différentes milices rebelles sur le territoire et gérer une situation d'urgence quasi-permanente à l'est du pays.

Par ailleurs, Angola et RDC semblent plus tournés vers une logique d'intégration économique que celle de conflit, comme en 2009 lorsque Luanda et Kinshasa ont procédé de part et d'autre à des vagues d'expulsion de migrants. En effet, la liaison aérienne entre Kinshasa et Luanda est en service depuis 2015 après six ans d'interruption. Plus récemment, le trafic ferroviaire depuis Dilolo

(Katanga, sud-est RDC) vers le port en eaux profondes de Lobito (côte Atlantique, Angola) a été remis en service après 34 ans de suspension à cause de l'insécurité. Ce tronçon, d'une longueur de 1300 km, rend plus compétitif l'approvisionnement en matières premières, le cuivre et le cobalt, qui sont d'un intérêt stratégique pour la RDC. Ces minerais quittaient jusqu'alors la RDC par voie routière par la Zambie, augmentant le coût et la durée du transport. Enfin, les échanges commerciaux entre les deux pays restent soutenus par une dynamique transfrontalière¹⁷ fondée sur les relations commerciales entre les concitoyens de ces États.

15. En se rapprochant de l'Angola, le Maroc veut confirmer sa percée en Afrique australe, Telquel Juin 2018

16. Interview à RFI, Mai 2018

17. Les dynamiques transfrontalières d'échange commercial entre la République Démocratique du Congo et l'Angola dans la province du Kongo-central. Juillet 2017, François LAYINGA, IRENEES

A propos de l'auteur, Mehdi Benomar

Mehdi Benomar est *Lead International Relations specialist* à OCP Policy Center depuis Novembre 2017. Avec plus de 18 années d'expérience, l'auteur a occupé plusieurs postes en tant qu'analyste/expert dans l'organisation publique : à la Défense nationale (2000-2008), au cabinet du ministère des mines et de l'énergie (2010-12) et au groupe OCP (2012-2017). Il a également été consultant senior dans la société privée Global Intelligence Partners (G.I.P.) jusqu'en 2010 à Rabat. Il a contribué à différents sujets liés à la prolifération au moyen-orient et à l'énergie, aux ressources naturelles et au développement en Afrique subsaharienne. Ingénieur génie atomique, il est diplômé du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives et titulaire d'un DEA en sciences.

A propos de OCP Policy Center

L'OCP Policy Center est un think tank marocain qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et les relations internationales. A travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays en développement et émergents, l'OCP Policy Center offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer significativement à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche: Agriculture, Environnement et Sécurité Alimentaire, Économie et Développement Social, Economies des matières premières et Finance, Géopolitique et Relations Internationales.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



THINK • STIMULATE • BRIDGE

OCP Policy Center

Ryad Business Center – South 4^{ème} Etage – Mahaj Erryad, Rabat - Maroc

Email : contact@ocppc.ma / Téléphone : +212 5 37 27 08 08 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Site : www.ocppc.ma